

République du Congo



Evaluation rapide de la sécurité alimentaire des réfugiés au Département de la Likouala

Novembre 2009



PARTENAIRES :

**Préfecture, Sous-préfectures,
Unhcr, Unicef, Aarrec, Mda**

I. Aperçu du département de la Likouala

Le Département de la Likouala est situé au nord de la République du Congo et couvre une superficie totale de 64 044 km². Il est limité au Nord par la République Centrafricaine, au Sud par le département de la Cuvette centrale et à l'Est par le fleuve Oubangui qui le sépare de la République Démocratique du Congo.

Il compte 158 000 habitants, soit près de 63 000 habitants âgés de 18 ans et plus. Sa densité est de 8 hab/km² avec une taille moyenne de ménage de 5 personnes. Le Département de la Likouala est découpé en sept districts : Betou, Enyelle, Dongou, Impfondo, Epena, Buanyela, Liranga.

La Likouala est caractérisée par un climat chaud et humide du type équatorial. La température moyenne est de 27 °C. Sa végétation comprend une forêt dense humide, très riche en cours d'eau.

Selon l'analyse globale de la vulnérabilité et de la sécurité alimentaire organisée de juin à septembre 2009 par le PAM et le Gouvernement du Congo, les sources de la nourriture pour la population de la Likouala se présentent en ordre décroissant ci-après : achat (38.8 %), propre production (35.1 %), chasse (19.8 %), aide familiale (3.0 %) et échanges (2.6 %) alors que la consommation alimentaire des ménages est de 1% pour la consommation alimentaire pauvre, 4% pour la consommation alimentaire limite et 95% pour la consommation alimentaire acceptable.

Par ailleurs, la même analyse montre que la source principale d'eau de boisson pour les ménages demeure la rivière.

Tableau 1: Principales sources d'eau de boisson du ménage – actuellement	
Source d'eau de boisson du ménage	%
Forage	0,3
Puits-source protégée	0,3
Puits-source non protégée	14,1
Rivière	77,8
Ruisseau	0,3
Etang	5,5
Autres	1,6

Source : CFSVA RoC, 2009

II. Contexte de l'évaluation

Les différents conflits en République Démocratique du Congo poussent les populations riveraines vivant au bord des fleuves Congo et Oubangui de chercher refuge dans les pays limitrophes, en l'occurrence la République du Congo Brazzaville et la République Centrafricaine. Ceci à cause de la proximité des villages de la République Démocratique du Congo avec la rive droite du fleuve Congo et de l'Oubangui. Pour rappel, à la suite de la guerre qui a prévalu, en République Démocratique du Congo, de 1998 à 2003, plusieurs départements avaient accueilli des réfugiés congolais (RDC). Depuis 2000, des milliers de réfugiés ont été accueillis dans la Likouala et le processus de leur rapatriement par l'UNHCR était supposé clos en juillet 2008.

Le programme humanitaire en cours actuellement dans la Likouala concernant les réfugiés est le projet LS 410. Ce projet porte sur l'intégration locale de réfugiés RDC et autres nationalités au nord du Congo Brazzaville (Betou, Impfondo, Lukolela). Les composantes sociale, santé et éducation de ce programme sont placées sous la gestion de Médecins d'Afrique (MDA) tandis que celle d'appui aux activités génératrices de revenus est sous la gestion de l'Agence d'assistance aux rapatriés et réfugiés au Congo (AARREC).

Pendant que ces différents programmes sont mis en œuvre, une nouvelle crise vient à nouveau de frapper soudainement la partie nord-ouest de la province de l'Equateur, en République Démocratique du Congo. A l'origine, un conflit interethnique basé sur la dispute de propriété des étangs poissonneux. Une des ethnies en conflit serait devenue puissante que les autres qu'elle menace d'extermination. Etant donné que des efforts entrepris depuis un temps par le pouvoir central pour calmer la situation n'ont pu aboutir, la population des ethnies victimes de représailles cèdent à la panique et se retranchent dans des cachettes. Celles proches de l'Oubangui traversent le fleuve pour se réfugier en République du Congo et vident presque tous leurs villages.

Selon les différents groupes, la première traversée des réfugiés remonte au 26 octobre 2009. Depuis cette traversée, les uns sont installés dans des sites de concentration ou dans des abris de fortune et les autres dans des familles d'accueil. Il s'agit d'un cas de "*réfugiés prima facie*" car ils traversent en masse. Dans plusieurs localités, on peut constater des afflux de réfugiés. Les traversées de réfugiés continuent et ont été observées même pendant l'évaluation.

Une réponse à cette nouvelle crise fut rapidement envisagée par PAM Brazzaville et d'autres agences humanitaires, chacune selon son mandat et ses moyens. Par ailleurs, la tournure prise par les événements fait penser à une opération de grande envergure qui a été minimisée au départ lors des estimations. Afin de mieux contribuer à une bonne compréhension de la situation de sécurité alimentaire, le management du PAM a jugé utile de diligenter une évaluation rapide de la sécurité alimentaire, en collaboration avec d'autres agences présentes sur les sites.

III. Objectifs et méthodologie de l'évaluation

Sur le plan global, la présente évaluation a pour objectif d'effectuer un état de lieux sur la situation de sécurité alimentaire des "réfugiés" congolais (République Démocratique du Congo) en République du Congo.

Sur le plan spécifique, l'évaluation devrait permettre de:

- Identifier les sites et groupes de populations concernés (chiffres transversaux des réfugiés dans le département de la Likouala) ;
- Relever les problèmes de sécurité alimentaire que rencontrent actuellement les réfugiés,
- Evaluer les besoins réels de ces réfugiés en assistance alimentaire et autres aspects de vie,
- Elaborer un scénario de travail au regard du diagnostic posé.

La collecte des données a consisté en entretiens avec les informateurs clés et avec quelques ménages de réfugiés dans les sites; en observations directes dans les sites et sur les marchés et en référence aux données secondaires et leur triangulation.

L'évaluation a porté sur 12 grands sites de 36 que comptait le département à l'arrivée de la mission. Ces sites étaient situés dans les agglomérations de Betou, Ikpengbele, Enyelle, Monkolo, Ite, Eboko, Dongou et Impfondo.

Le guide d'entretien utilisé incluait des aspects sur la démographie et l'éducation, le pouvoir d'achat, la santé, les soutiens externes, les dépenses, les bétails du ménage, les stocks et sources de nourriture du ménage, la consommation alimentaire, les chocs et stratégies de résilience.

La collecte de données a eu lieu sur le terrain au cours de la période du 25 au 30 novembre 2009 grâce à l'appui logistique obtenu de UNHCR en canot rapide, des véhicules du PAM et de l'AARREC. Les équipes étaient composées selon le cas du staff PAM et de partenaires tels que Unicef, Unhcr, Aarreec, Médecins d'Afrique (Mda) et les autorités locales.

L'étude met en évidence les conditions de vie et surtout la situation de sécurité alimentaire des réfugiés congolais de la RDC. Les résultats de cette évaluation présentent une certaine limite. Ils ont été collectés de manière initiale et pour ce faire ils ne peuvent être extrapolés uniquement qu'aux groupes et populations des districts évalués.

IV. Situation générale et démographique

La situation sécuritaire reste calme dans les différentes agglomérations visitées par la mission d'évaluation, notamment à Impfondo, Enyelle, Betou, Eboko, Ipkenbele, Mankolo, Ite et Dongou. A cet effet, le Gouvernement du Congo a renforcé les dispositifs de sécurité autour des villages longeant le fleuve Oubangui, à cause de cet afflux important des populations qui traversent.

Les statistiques utilisées ont pour source les services étatiques qui assurent l'enregistrement des personnes. Au 30 novembre 2009, un total de 53 284 personnes fut déclaré par le Département de la Likouala (voir détails sur les villages en annexe). Comparativement aux chiffres d'il y a 5 jours, la tendance des arrivées est d'une moyenne de 1500 personnes par jour. La taille moyenne des ménages est de 6 personnes [1 - 20].

Pour l'instant, il n'a pas été décidé par les autorités compétentes de la République du Congo d'attribuer le statut de réfugiés à ces ressortissants Congolais (RDC) se trouvant en République du Congo suite à ces événements de l'Equateur. C'est pourquoi le HCR n'a pas encore amorcé l'enregistrement. Il attendrait la clarification du statut et la signature des accords pour commencer le processus d'enregistrement. Nous estimons qu'en ce moment là plusieurs problèmes d'enfants non accompagnés, de familles séparées et d'anciens réfugiés signalés ça et là dans des sites seront traités.

V. Disponibilité alimentaire et marchés

Les réfugiés arrivent dans les sites sans stock de vivres ou d'effets nécessaires. Dans les villages visités, ils sont en nombre très élevé par rapport aux populations d'accueil, dans un rapport moyen de 3 ou 4 sur 1. La plupart de villages où les réfugiés s'installent ne disposent pas d'infrastructures de base telles que centre de santé, école et marché.

La situation alimentaire révèle une production locale souvent déficitaire, compensée de temps en temps grâce aux échanges avec les villages voisins de la RDC. En temps normal, ce sont les populations de villages voisins de la RDC qui approvisionnent en vivres les villages de la République du Congo. La mission a été informée que les villages de la RDC bordant le fleuve sont en train de se vider de leurs habitants.

La production intérieure ou locale est de ce fait déficitaire, très insignifiante par rapport à la nouvelle demande. Là où existent des marchés, la mission a noté son incapacité à répondre correctement à la demande actuelle (réfugiés et autochtones) à cause de la rareté de denrées

alimentaires de base (manioc, bananes, poisson) qui induit de flambées des prix des vivres lorsqu'ils peuvent se voir. Dans certains milieux comme Betou, la population se plaint déjà de cette hausse des prix, avec des réactions d'incitation au refoulement des réfugiés que les autorités essaient de calmer.

Tableau 2: Prix moyen de denrées de base				
Produit alimentaire	Prix en FCFA			
	Présentation	Poids approximatif (Kg)	Août	Novembre
Bananes plantains	Régime	7	250	500
Manioc	Cossettes	15	2000	2500

Source : Données collectées par la mission dans les marchés

Certains marchés, essentiellement les marchés forains organisés en RDC, qui aidaient dans cette chaîne d'approvisionnement ont cessé d'exister avec ces événements.

VI. Moyens de subsistance et accès du groupe à la nourriture

Le travail agricole est le principal moyen de subsistance de ces réfugiés dans leur majorité avant la crise. C'est elle qui constituait la principale source de revenu et d'alimentation. Une minorité vit de la pêche. La visite dans les sites montre que la plupart de ménages des réfugiés n'ont pas d'argent et de nourriture. Le maintien de leur subsistance dépend pour une faible proportion du travail journalier rare à trouver dans ce milieu à cause du manque d'opportunités, lequel est souvent mal payé.

Leur repli sur le littoral de la République du Congo ne fut pas prévisible. En conséquence, ils ont abandonné dans leur fuite leurs champs et tous leurs avoirs. Il devient en ce moment difficile pour eux de se nourrir, d'acheter ni de satisfaire les différents besoins vitaux. Les stratégies de résilience les plus souvent utilisées consistent en travail journalier contre nourriture et la mendicité.

Le redressement de leur moyen dépend des possibilités et opportunités que la République du Congo pourra leur offrir pour accéder à la terre afin de travailler le champ. Ce qui impliquera d'envisager en même temps les intrants et matériel agricoles pour leur faciliter de trouver plus tard eux-mêmes à manger. En considérant la culture du manioc, 8 mois seront nécessaires à ces ménages agricoles avant d'avoir les premières récoltes : 2 mois pour le temps du processus de négociation des espaces arables et de préparation du sol et 6 mois pour des travaux de semis et autres entretiens pour les variétés à court cycle végétatif. Pendant ce temps, les ménages devraient bénéficier de l'assistance alimentaire leur permettant de tenir avant cette récolte de manioc.

Pour les réfugiés, les besoins prioritaires actuels sont les abris, le savon, la nourriture, les ustensiles de cuisine, les couvertures, les soins de santé et l'éducation des enfants.

VII. Consommation et utilisation alimentaire, situation nutritionnelle et sanitaire

Avant les événements, l'alimentation de base des réfugiés et des populations d'accueil était bien identique. La base d'alimentation est constituée de manioc, de bananes plantains avec les feuilles de manioc ou les poissons comme accompagnants. Cette alimentation n'est plus garantie pour ces réfugiés.

Ne disposant actuellement d'aucune source d'alimentation, les distributions de vivres fournies par le PAM à travers l'AARREC constituent un important moyen pour lutter contre l'insécurité alimentaire en ce moment critique. Il n'existe pas de soutien organisé pour eux en dehors des efforts humanitaires qui sont en train de se mettre en place, à la suite de ce choc.

L'eau y est en quantité suffisante, grâce à la présence du fleuve, mais sa qualité est mauvaise dans la plupart de localités visitées et les bois de chauffage sont disponibles dans cette région grâce à la présence des forêts denses. C'est cette eau non potable du fleuve Oubangui qui est consommée dans presque tous les sites visités. Les actions visant le traitement domestique de l'eau de boisson à l'aide des molécules désinfectantes constituent une urgence.

Un screening nutritionnel effectué par Unicef dans deux sites de Betou (Ecole Moudzobo et Falco) a établi 7,9 % d'enfants avec malnutrition aigue sévère et 13 % d'enfants avec malnutrition aigue modérée (cfr résultats en annexe 4). Les cas trouvés ont été référés à l'association locale de lutte contre la malnutrition.

Les différents villages ne sont pas dotés de services de santé, à l'exception de chefs lieux de districts où on trouve des centres de santé intégrés mais dont le plateau technique reste insuffisant. Dans les centres de santé intégrés, les consultations ont doublé depuis l'avènement de réfugiés, à cause surtout de la gratuité.

Les principaux problèmes de santé demeurent la diarrhée, les dermatoses, les infections respiratoires aiguës et la fièvre.

En ce qui concerne l'hygiène, il n'existe pas de toilettes dans les sites ; la population fait ses besoins habituellement dans la forêt ou sur la rivière. Un programme de sensibilisation de ces populations à l'hygiène et la promotion de latrines s'avère indispensable.

VIII. Défis logistiques

Sur le plan logistique, pour acheminer les vivres dans la Likouala, les trois possibilités suivantes ont été explorées et pourraient être exploitées pour gérer cette urgence et maintenir continue la chaîne d'approvisionnements en vivres :

- o Corridor 1 : Douala – Bangui - Betou ;
- o Corridor 2 : Pointe Noire – Brazzaville - Impfondo - Betou ;
- o Corridor 3 : Matadi – Kinshasa – Brazzaville - Impfondo –Betou.

En fonction du poids démographique actuel des réfugiés et de certaines facilités, le centre de Betou devrait servir de base logistique à partir de laquelle on assure des distributions aux différentes localités de la Likouala. Cependant des entrepôts secondaires pourraient être placés dans les autres districts, minutieusement suivis par le partenaire Aarrec.

La période de décembre à mars correspond au tirage c'est-à-dire à la baisse des eaux du fleuve Oubangui, avec pour conséquence la diminution de la navigation sur ce fleuve et surtout entre Brazzaville et Impfondo. Par conséquent, il serait indiqué d'approvisionner la région en vivres avant cette période ou de songer à un pré positionnement des intrants dans la région.

IX. Capacités nationales et locales de réponse à l'urgence

La survenue de cette catastrophe a surpris le gouvernement congolais dont les moyens nationaux et locaux ne permettent pas de répondre valablement aux innombrables besoins créés par l'arrivée

massive de ces réfugiés. Il faut donc signaler une assistance de 30 tonnes de vivres et de 10 000 000 FCFA (22 000 USD) apportée par le Gouvernement du Congo aux réfugiés. Sur le plan de coordination, le préfet de la Likouala a signé un arrêté départemental mettant en place des cellules de crise au niveau du département et de tous les districts.

X. Problèmes présents et futurs, risques pour la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance, assistance requise

En ce qui concerne les troubles qui se produisent en République Démocratique du Congo, trois scénarii spécifiques ont été proposés par la mission d'évaluation pour servir de base de réflexion aux programmations.

- a. Une avancée des insurgés vers Kinshasa avec un déplacement massif des populations vers Brazzaville ;
- b. Une maîtrise de la situation par Kinshasa avec la stabilisation de l'afflux de réfugiés vers les villages riverains de la République du Congo;
- c. Une situation qui au fil du temps va se pérenniser / continuité des hostilités opérations dans la province de l'Equateur, sans évoluer vers Kinshasa. C'est ce scénario qui fait l'objet plus tard de nos discussions sur les options de réponse et ciblage.

La durée des réfugiés en République du Congo risque d'être longue tant que la situation en République Démocratique du Congo ne s'améliorera pas. La tendance actuelle des événements montre que les autres villages longeant les fleuves Congo et Oubangui vont également se vider au fur et à mesure que les insurgés évolueront vers le sud de la province de l'Equateur. On estime que d'ici fin décembre 2009 si les efforts de paix ne sont pas entrepris en République Démocratique du Congo, tous les villages du littoral risquent de se déverser dans la Likouala et la Cuvette. En ce cas, on pourrait facilement atteindre 100 000 nouveaux réfugiés congolais. Le cas à craindre c'est l'avancée des insurgés vers Kinshasa qui risque d'avoir des retombées fâcheuses sur Brazzaville.

Selon la troisième éventualité ci haut énoncée, une crise alimentaire frappera durement les réfugiés et les populations d'accueil. L'intégration posera des problèmes car l'expérience de l'asile passé fait rappeler de mauvais actes de destruction des infrastructures acquises par les populations réfugiées au moment de leur rapatriement. L'accès à la terre ne va plus être facile pour penser à une intégration. Un minimum de huit mois sera nécessaire pour une assistance de ces réfugiés en vue de les aider à cultiver le champ et récolter le manioc à court cycle végétatif. On ne doit pas non plus oublier le fait que dans la Likouala, la période de soudure se situe en saison pluvieuse, notamment entre les mois d'août et novembre.

Le département dépend d'approvisionnement extérieur en vivres et principalement de la RDC. Cette crise influera négativement sur sa situation alimentaire future. En plus, à cause de la baisse des eaux intervenant entre le mois de décembre et le mois de mars, comme la navigabilité du fleuve par de gros bateaux cesse, la crise alimentaire au sein du département qui vient de connaître une grande poussée démographique ira de mal en pire.

XI. Options de réponse et ciblage

1° Distribution générale des vivres

Tous les réfugiés devraient être pris en charge avec des rations complètes de 2100 kcal ; une assistance à délivrer principalement aux femmes sur la base des cartes de rations. Compte tenu des préférences des réfugiés, il s'avère indispensable de privilégier le riz comme céréale au lieu du maïs dans le panier alimentaire d'autant plus que le maïs n'est pas préféré par les réfugiés de part les habitudes alimentaires locales. En outre, pour répondre efficacement aux multiples tâches générées par cette urgence, il est utile de renforcer le staff dans la région, spécialement le staff programme et logistique.

Sur le plan de protection de la population locale, une assistance alimentaire d'une durée d'un mois devrait cibler les familles d'accueil ayant accordé assistance aux réfugiés, en vue justement d'éviter l'impact négatif de cette intervention sur les communautés locales. Les opérations d'enregistrement n'ayant pas identifié systématiquement ces familles, il va falloir que Aarrec et le HCR mette en place une stratégie et ouvre des livres d'identification de ces familles qui avaient assisté les réfugiés. Au delà de cette assistance d'un mois, il sied de montrer que la perturbation des circuits d'approvisionnements augmentera certainement le nombre de villages dans ces communautés et plaide pour une assistance des communautés locales. Cependant, une évaluation ultérieure sera nécessaire pour déterminer les capacités actuelles de ces populations en autosuffisance alimentaire et identifier certains groupes vulnérables nécessitant une assistance alimentaire.

Après cette évaluation rapide de la sécurité alimentaire, une évaluation approfondie de la sécurité alimentaire devrait intervenir après 2 mois d'intervention. La présence du staff programme devrait être mis à profit pour implémenter un système de suivi de la sécurité alimentaire dans les villages/sites concernés pour contrôler les indicateurs de sécurité alimentaire.

2° Réhabilitation nutritionnelle

La situation nutritionnelle est préoccupante pour le seul screening nutritionnel effectué dans les deux sites de transit de Betou centre. Il est utile que d'autres screenings nutritionnels soient organisés dans d'autres districts et sites. Les programmes de réhabilitation nutritionnelle en cours actuellement dans le département nécessitent d'être renforcés pour une bonne adaptation au contexte d'urgence ainsi que ceux de prise en charge sanitaire, d'hygiène et assainissement.

Ces programmes devraient permettre d'apporter une assistance alimentaire aux enfants malnourris, aux femmes enceintes et allaitantes malnourries dans les deux groupes : réfugiés et autochtones.

3° Appui en articles non alimentaires

Les besoins en articles non alimentaires devraient être couverts avec urgence: abris, couvertures, ustensiles de cuisine, savons, moustiquaires, médicaments. De même, l'assistance en matériels de production agricole (haches, houes, machettes, ...) est une priorité pour permettre aux réfugiés de s'engager dans le travail agricole, d'évoluer progressivement vers l'intégration et se prendre en charge. L'assistance de la FAO est davantage requise en ce cas.

4°Elaboration d'un plan de contingence

Sur le plan de coordination générale de ces opérations, il va demander qu'une analyse contextuelle profonde soit effectuée afin de doter le pays/département d'un plan de contingence qui aidera à anticiper les événements et permettre une bonne gestion et coordination de cette urgence.

La même initiative devrait être envisagée aussi au niveau de l'inter agence de la RDC. L'inter agence de la RDC pourrait encourager le Gouvernement à mettre sur pieds une cellule de crise relative à cette situation et aussi de privilégier des solutions négociées avec les insurgés pour cette crise.

XII. Conclusion

De tout ce qui précède, il se dégage clairement que la partie nord du pays, le département de la Likouala, connaît une situation préoccupante d'insécurité alimentaire au niveau des réfugiés et des populations d'accueil.

Les ménages de réfugiés sont très touchés par ce choc et fortement affectés par le manque de nourriture avec risque d'induire sensiblement la détérioration de l'état nutritionnel et une forte morbi-mortalité surtout dans les groupes à risque constitués des femmes et des enfants.

Le nombre de réfugiés ne cesse d'augmenter chaque jour. L'assistance d'urgence en abris fournie par le HCR, en vivres fournie par le PAM et en médicaments fournie par l'ONG Médecins d'Afrique (MAD) se révèle insuffisante et nécessite d'être accrue pour répondre aux nouveaux défis.

Les besoins en assistance pour ces populations réfugiés sont indiscutables : abris, savons, ustensiles de cuisine, nourriture, soins de santé, moustiquaires imprégnées d'insecticides, médicaments.

Il apparaît opportun de prolonger l'assistance alimentaire initialement arrêtée à 3 mois à au moins 8 mois, en cas de non retour immédiate à la paix dans la partie concernée par le conflit en RDC. Ceci permet à ces ménages réfugiés qui sont essentiellement agricoles de cultiver, semer, récolter et mieux s'insérer dans la vie de la Likouala.

XIII. Annexes

Annexe 1: Equipe d'évaluation

1. Mr Gabriel Bote-Ndza, Directeur de cabinet, Préfecture d'Impfondo
2. Mr Ingamba, Sous préfet de Betou
3. Mr Robert Nkeke, Sous préfet de Dongou
4. Mr Patrice Badibanga, PAM Kinshasa
5. Mme Angele Ayenou, PAM Brazzaville
6. Dr Mallandah Godefroy, Unicef Brazzaville
7. Mr Ben Diallo, UHNCR Impfondo,
8. Mr Badinga, Aarrec Brazzaville/Betou,
9. Mr Richard Nganga, Mda Betou,

Annexe 2: Programme d'activités d'évaluation et de visites de sites

25/11/2009	Arrivée à Impfondo par vol UNHCR
	Voyage vers Betou et arrivée le soir
	Participation à la réunion inter agence à Betou
26/11/2009	Entretiens avec informateurs clés (Sous préfectures, secteurs agricoles, Eglises catholiques)
	Entretiens avec ménages de réfugiés aux sites de Betou centre (Ecole Moudzobo et Falco)
27/11/2009	Entretiens avec informateurs clés à Enyelle et Eboko
	Entretiens avec ménages de réfugiés aux sites Enyelle, Ipkengbele et Eboko
28/11/2009	Entretiens avec informateurs clés à Monkolo
	Entretiens avec ménages de réfugiés aux sites Mankolo et Ite
	Participation à la réunion inter agence à Betou
	Voyage retour vers Impfondo et arrivée le soir
29/11/2009	Entretiens avec informateurs clés à Dongou
	Entretiens avec ménages de réfugiés aux sites Dongou
30/11/2009	Entretiens avec informateurs clés à Impfondo
	Entretiens avec ménages de réfugiés aux sites Dongou et d'Impfondo
01/12/2009	Retour de la mission par vol UNHCR

Annexe 3: Effectifs des réfugiés par sous-préfectures et localités de la Likouala

N°	District	Localite	Nbre
1	Betou	Betou centre	10643
		Ngnamoba	834
		Eboko	9697
		Landza	2182
		Ite	319
		Liboko	826
		Boyele	4820
		Mabelou	306
		Ipkengbele	3031
		Wakenze	224
		Mokinda	557
		Ikele	951
		Moumbata	862
		Yanko	290
		<i>Sous total</i>	<i>35542</i>
2	Dongou	Dongou Centre	3228
		Bongboko	803
		Talangai	503
		Bossessengue	605
		Mankolo	1349
		Kpeta	502
		Tala miso	472
		Inyangu Nkake	814
		Motaba	20
		Ikouangala	1
		Bokpende	517
		Mouamousse	298
		Nzokou	366
		<i>Sous total</i>	<i>9478</i>

N°	District	Localite	Nbre
3	Enyelle	Ibenga	350
		Longa	114
		Bissambi	49
		Monokoboli	207
		Bondzama	22
		Matima	92
		Ngambagoye	57
		<i>Sous total</i>	<i>891</i>
4	Impfondo	Bobonzo	600
		Yoi na Yoi	1283
		Malala	398
		Nyangue	171
		Makolo Ngulu	603
		Maboma	236
		Bokona	341
		Gangagna	895
		Tolingana	161
		Bakandi	615
		Bobonzo	600
		Bopkokoto	420
		Ngounda I et II	279
		Tossangana	53
		Moungoungui	177
		Angola Libre	34
		Bohoma	407
		<i>Sous total</i>	<i>7273</i>
	Total general		53184

Source : Message officiel du département de la Likouala du 30 novembre 2009.

Annexe 4 : Données du sreening sur la tranche des 0 a 5 ans, aux sites de Betou centre

0,2					Etat nutritionnel					
	Population totale (enregistrement par les autorites locales/ base pour la distribution des vivres)	Estimation des moins de 5 ans (20%)	Nombre d'enfant vus en screening	%	Effectifs rouge	%	Effectifs jaune	%	Effectifs verts	%
Site Ecole Mudzobo	3 037	607	387	64	29	0,07	41	0,11	317	0,8
J1		-	277		16,00	0,06	25,00	0,09		
J2		-	110		13,00	0,12	16,00	0,15		
Site Falco	5 324	1 065	281	26	24	0,09	46	0,16	211	0,8
J1		-	107		12,00		24,00			
J2		-	174		12,00		22,00			
Total	8 361	1 672	668	0,40	7.9	87		13	528	0,8

Source : UNICEF Brazzaville/Betou

Annexe 5 : Calendrier saisonnier

	janvier	février	Mars	Avril	Mai	juin	juillet	Août	septembre	octobre	Novembre	Décembre
Grande saison sèche			Quelques pluies et vents									
Grande saison des pluies							Petite saison sèche					

Annexe 6 : Calendrier agricole de la Likouala pour le manioc

Activités	Première année												Deuxième année											
	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Défrichage																								
semis																								
sarclage																								
Récolte																								